



# Nos défaillances vues de Londres

## EMPLOI

Pour les Français installés outre-Manche, le succès anglais montre comment créer un modèle gagnant.

De notre correspondant à Londres

IL N'Y a pas qu'au rugby que le match France-Angleterre est un choc. En économie, les succès du royaume renvoient aux échecs de la République.

Chômage, croissance, dette, pauvreté... En un quart de siècle, les Britanniques ont gagné sur toute la ligne. Le PIB par habitant, équivalent à 75 % de celui de l'Hexagone en 1980, atteint aujourd'hui 110 %. « C'est comme si on perdait le match depuis quinze ans sans rien changer à la tactique », résume Pascal Boris, président de la Chambre de commerce française à Londres.

Avec Arnaud Vaissié, PDG d'International SOS, le premier réseau mondial d'assistance médicale et de sécurité, il a écrit le dernier rap-

port\* du Cercle d'outre-Manche consacré au modèle anglais. Pour ce groupe de réflexion de patrons français vivant outre-Manche, un des secrets du renouveau britannique réside dans l'adhésion de la société à trois consensus majeurs.

D'abord, une acceptation de la mondialisation. Ni diabolisation des délocalisations ni procès en libéralisme ! Classé à gauche du Labour, le ministre de l'Économie Gordon Brown assure qu'il faut « expliquer que ceux qui ne défendent pas libre commerce, économie de marché et flexibilité freinent la globalisation et donc la prospérité ». La concurrence internationale apparaît comme une opportunité.

### « Un pays pro-business »

Deuxième consensus : l'emploi crée la richesse. « Le Royaume-Uni est un pays pro-business focalisé sur la création de richesses, dont les fruits sont redistribués dans les politiques sociales », rappelle Pascal Boris. Là où la France se donne un taux de croissance minimum préa-

lable à toute création d'emplois et protège le droit du travail, la Grande-Bretagne cherche à améliorer l'offre de travail, dans un cadre flexible, pour nourrir l'activité. Résultat : le plein-emploi.

Enfin, l'opinion est acquise à la réforme permanente. « Dans la mesure où il n'existe pas de solution unique, il est essentiel d'expérimenter, d'évaluer et d'innover pour obtenir les meilleurs résultats possibles », assure le Cercle. Par souci d'efficacité, l'État s'est retiré des négociations sociales, laissant face à face patronat et syndicats. C'est dans cet esprit bipartite qu'a été instauré en 1999 un salaire minimum. Réévalué de 40 % depuis sa création, il a atteint un niveau quasiment équivalent à celui du smic. Malgré les années-lumière qui séparent Londres de Paris, le Cercle se veut optimiste : comme la Grande-Bretagne, la France peut recréer un modèle socio-économique gagnant.

RÉMI GODEAU

\* [www.cerclodoutremanche.com](http://www.cerclodoutremanche.com)

## Nombreux mais faibles

### Représentativité

La principale faiblesse des syndicats français. Dans la fonction publique, ils pèsent un peu plus de 8 % des salariés et à peine plus de 5 % dans le privé. Si le CPE leur a permis de recréer une unité syndicale, la crise de recrutement persiste.

### Adhérents

Malgré les campagnes d'adhésion ou de rajeunissement qu'elle lance régulièrement, la CGT plafonne à 700 000. Son frère ennemi de la CFDT se remet tout juste de la crise qui a suivi la réforme des retraites et provoqué le départ de milliers de militants. Quant à FO, il ne donne pas de chiffres officiels.

### Audience

Les résultats des élections prud'homales de 2002 placent la CGT en tête avec 33 %. La CFDT arrive juste derrière avec 25 %. Suivent FO avec près de 20 %, la CFTC avec 10 % et la CGC juste derrière.